

Le 18 mars 2014

Déclaration pour condamner l'arrestation et la détention arbitraires des défenseurs des droits humains Ruki Fernando et le Père Praveen Mahesan, et pour demander leur libération immédiate.

Nous, les soussignés condamnons fermement l'arrestation et la détention arbitraires des éminents défenseurs Sri-lankais des droits humains Ruki Fernando et Fr Praveen Mahesan, par la Division des Enquêtes contre le Terrorisme (TID) à Kilinochchi (Province du Nord) le 16 mars 2014.

Ruki Fernando est un engagé dans un certain nombre d'institutions, y compris le « Rights Now-Collective for Democracy » (Les Droits Immédiats - Association pour la Démocratie); Le Père Praveen Mahesan est un prêtre catholique qui habite le Nord du Sri Lanka. Ces deux HRDs (Défenseurs des Droits Humains) ont travaillé en étroite collaboration avec les victimes de violations des droits humains, y compris les familles des disparus pendant les conflits passés dans les zones touchées au Nord et à l'Est du Sri Lanka. Actuellement, tous deux Ruki et le Père Praveen sont détenus au bureau de la TID à Colombo.

Leur action était de porter un soutien aux familles des victimes des abus : les écouter, trouver les moyens pour subvenir aux familles des disparus, obtenir des secours et les aider à déposer leurs plaintes. Leur accueil et leur engagement personnel auprès des victimes des droits humains au Nord et à l'Est en particulier, leur ont valu le respect de communautés touchées par le conflit et des personnes engagés à l'intérieur et à l'extérieur du Sri Lanka.

Le 16 mars, aux environs de 22 heures, Ruki a informé plusieurs de ses collègues que lui et le Père Praveen ont été interrogés au poste de la police de Kilinochchi. Il n'y avait aucune raison officielle d'arrestation et ses avocats ne se sont pas présentés avec des ordres de détention relatifs à leur arrestation et à leur détention. Peu de temps après l'arrestation, la police et la TID ont donné des informations contradictoires quant à leur lieu de détention. Depuis, nous avons reçu l'information que dès 01h30 le 17 mars, tous deux ont été soumis à un interrogatoire dans le bureau de la TID à Vavuniya.

Le 17 mars, vers 11 heures, un mandat d'arrêt a été remis par la TID à la famille de Ruki Fernando, avec l'information qu'il est détenu à la TID à Colombo. Aux alentours de 13h30 le même jour, le DIG (Inspecteur Général de District), Chandra Wakishta a informé un avocat que les deux HRDs sont détenus à la TID à Colombo. Depuis, les avocats ont visité le bureau de la TID et sont actuellement en attente de l'autorisation de rencontrer les détenus. Ils ont reçu l'assurance d'une entrevue avec eux demain matin.

L'arrestation de ces deux HRDs a lieu dans le contexte de plusieurs arrestations et d'actes d'intimidation à l'encontre des défenseurs des droits humains et des familles des victimes dans le Nord où l'on note une augmentation marquée de la présence et de la surveillance militaires dans

les anciennes zones de conflit. Le 12 mars, trois personnes d'une famille de Visuwamadu, ont été arrêtées par la TID et la fille Nitharshana (28 ans) est actuellement détenue dans un lieu inconnu. Le 13 mars, Balendran Jeyakumari et sa fille de 13 ans de Dharmapuram, Kilinochchi, ont été arrêtés par la TID. Jeyakumari est détenue actuellement au centre de détention de Boosa. Toujours, le 13 Mars, B. Tharmila, une femme enceinte de Paalai Ootru, Trincomalee a été arrêtée par la TID et est actuellement détenue à Colombo. La communauté des droits humains dénonce des incidents similaires d'arrestations et d'intimidations de HRDs. Ruki et le Père Praveen ont été parmi ceux qui ont dénoncé ces incidents dans le Nord.

Nous condamnons l'arrestation arbitraire et la détention de Ruki Fernando, du Père Praveen Mahesan et des autres mentionnés ci-haut ; et nous demandons leur libération immédiate. Nous sommes choqués de la façon dont ces personnes sont traitées, car ils ont travaillé pour la réconciliation et la création d'une culture de paix et des droits humains.

Nous sommes très préoccupés par ce caractère arbitraire d'arrestation et de détention. Nous renouvelons également notre appel à abroger l'Acte pour la Prévention de Terrorisme (PTA), acte répressif qui permet à l'État de procéder à des arrestations et détentions arbitraires et illégales. Un tel traitement de défenseurs des droits humains et des victimes, ne sert qu'à perpétuer le climat de peur et d'insécurité des communautés touchées par le conflit. Nous voyons cela comme des tentatives systématiques d'intimidation visant à empêcher les personnes à donner librement des informations, à vérifier les actes de violations des droits humains et à être la voix de ceux qui sont affectés au Sri Lanka.

Nous demandons donc au gouvernement sri-lankais de :

- 1. libérer immédiatement tous ceux qui sont arbitrairement arrêtés et détenus, y compris Ruki Fernando et le Père Praveen Mahesan.**
- 2. garantir leur droit à l'égalité devant la loi, la liberté vis-à-vis de l'arrestation arbitraire et le droit à un procès équitable, qui inclut le droit à une représentation juridique ; et d'être visités par les membres de leur famille.**
- 3. assurer la sécurité, le bien-être physique et mental de ceux qui sont actuellement en détention, y compris Ruki Fernando et le Père Praveen Mahesan.**
- 4. fournir un environnement propice à la réconciliation et à la protection, ne pas criminaliser les actes légitimes de soutien pour les victimes de violations des droits humains.**

Signatures

noms

Nationalité